

John Turner

s'engage!

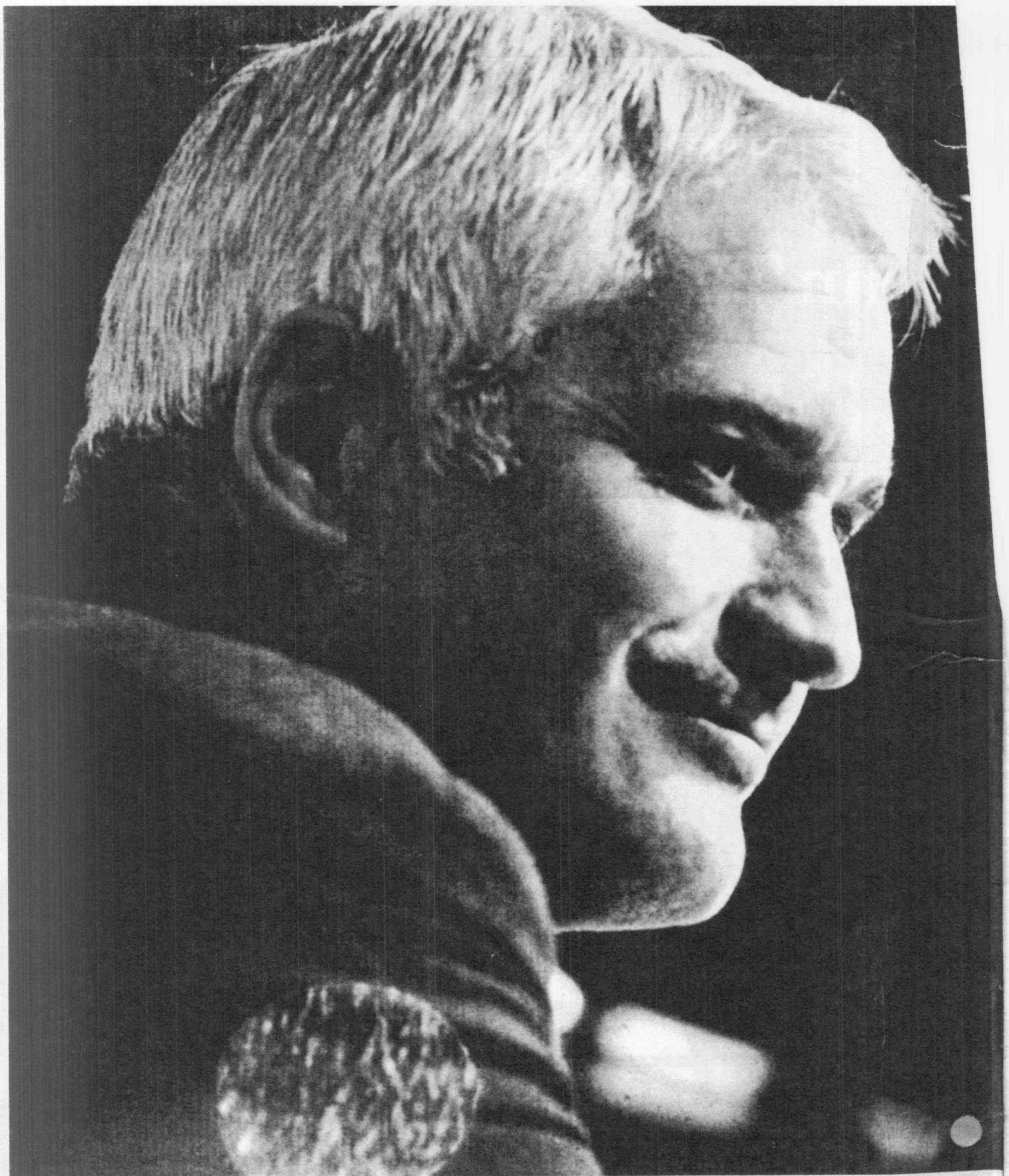
**TURNER**



## **JOHN TURNER s'engage!**

### **Table des matières**

- 1. Généralités**
- 2. Pluies acides**
- 3. Agriculture**
- 4. Bilinguisme**
- 5. Sociétés d'État**
- 6. Défense — Essai des missiles de croisière  
— Paix  
— Modernisation de l'armée**
- 7. Déréglementation**
- 8. Économie — Général  
— Déficit**
- 9. Éducation — Responsabilité fédérale/provinciale  
— Formation/Recyclage  
— Technologie  
— Excellence**
- 10. Réforme électorale**
- 11. Énergie — PEN  
— Ententes sur le pétrole et le gaz  
côtiers**
- 12. Fédéralisme/Relations fédérales-provinciales**
- 13. Agence d'examen des investissements étrangers**
- 14. Pêcheries — Restructuration  
— Côtières et hauturières**
- 15. Création d'emplois — emplois pour les jeunes  
— général**
- 16. Syndicats**
- 17. Libéralisme**
- 18. Multiculturalisme**
- 19. Autochtones**
- 20. Développement régional dans la région de l'Atlantique**
- 21. Petite entreprise**
- 22. Programmes sociaux — Assurance médicale  
— Réforme des pensions**
- 23. Fiscalité**
- 24. Technologie/R & D**
- 25. Commerce extérieur**
- 26. Transports**
- 27. Trudeau**
- 28. L'Ouest du Canada**
- 29. Questions touchant les femmes**



JOHN  
TURNER

**Au cours de la campagne électorale, le Premier ministre développera beaucoup des sujets qu'il a soulevés au cours de la récente campagne à l'investiture libérale.**

**Si vous n'avez pas eu l'occasion de lire ou d'entendre ses discours, les citations suivantes de ces derniers mois vous intéresseront peut-être.**

**Comité national de la campagne  
Parti Libéral du Canada  
juillet 1984**



Autorisé par  
l'Agence libérale fédérale du Canada,  
agent enregistré du Parti libéral du Canada.

## « N'ayons pas peur du nouveau »

### 1. Généralités

« N'ayons pas peur du nouveau. Aucune autre population au monde n'a autant de chance ».<sup>1</sup>

« Ayons confiance en nous et en notre pays ».<sup>1</sup>

« Ensemble, nous accueillerons l'avenir avec courage, conviction et confiance ».<sup>1</sup>

« Je m'engage à promouvoir à nouveau l'harmonie dans notre pays; entre les régions, entre les provinces et entre les travailleurs et l'entreprise; arrêtons la confrontation et engageons le dialogue afin de parvenir à un consensus... Je prendrai la tête d'un gouvernement efficace, conscient des coûts mais attentif aux besoins et avant tout humain. Un gouvernement et un parti ouverts, accessibles et qui rendront des comptes. Je serai à l'écoute du Parlement sans toutefois oublier les assemblées législatives. Je défendrai la réforme, l'égalité de tous les Canadiens et l'égalité des chances partout au pays ».<sup>2</sup>

« Nous devons viser l'excellence. Notre gouvernement doit attirer les meilleures idées et les gens les plus compétents pour servir notre pays ».<sup>3</sup>

« Je crois être bien placé pour cela. Personne d'autre, dans cette course à l'investiture, ne combine une telle expérience des secteurs privé et public au Canada ».<sup>4</sup>

« J'ai servi quatorze ans au Parlement canadien et fut dix ans ministre. Depuis huit ans dans le secteur privé, je suis conseiller juridique d'entreprises, grandes et petites, au Canada et dans le monde entier ».<sup>4</sup>



« Je connais et je comprends les préoccupations du patronat et des syndicats. Lorsque j'étais ministre des Finances, j'ai été élu président du Comité exécutif du Fonds monétaire international ».<sup>4</sup>

« J'estime que la poursuite de l'excellence doit être au centre de toutes nos réalisations. Excellence dans les réalisations personnelles, dans les affaires et au gouvernement. Recherche de l'excellence qui nous pousse à toujours trouver de nouvelles méthodes. Recherche qui nous pousse à remuer ciel et terre pour parvenir à nos objectifs. À viser la perfection pour affronter la concurrence sur le marché intérieur et à l'étranger ».<sup>5</sup>

« Je reviens à la vie publique parce que j'ai une mission: Remettre le Canada sur la voie de la croissance économique, restaurer la confiance et l'harmonie nationale ».<sup>6</sup>

(1-1) Forum libéral de Halifax — 5 mai 1984  
(1-2) Burnaby (C.B.) — 26 avril 1984  
(1-3) Forum libéral de Halifax — 6 mai 1984  
(1-4) Toronto — 9 mai 1984  
(1-5) Québec — 2 mai 1984  
(1-6) Toronto — 9 mai 1984



---

## «Je vendrai votre blé»

---

### 3. Agriculture

« Je vendrai votre blé ». <sup>1</sup>

« Les Canadiens qui prennent le plus de risques sont les agriculteurs. Ils sont à la merci d'éléments qu'ils ne peuvent contrôler — le temps, le sol, l'inflation, les taux d'intérêt, les prix et la concurrence intraitable ». <sup>2</sup>

« Voyons si nous ne pouvons augmenter le pouvoir d'emprunt de la Société du crédit agricole, faciliter les avances sur le grain entreposé chez les cultivateurs et diminuer le coût des engrais, qu'il s'agisse de l'impôt sur le gaz naturel ou d'autres frais ». <sup>2</sup>

« Nous vendions dans beaucoup de pays; les marchés existent. Des

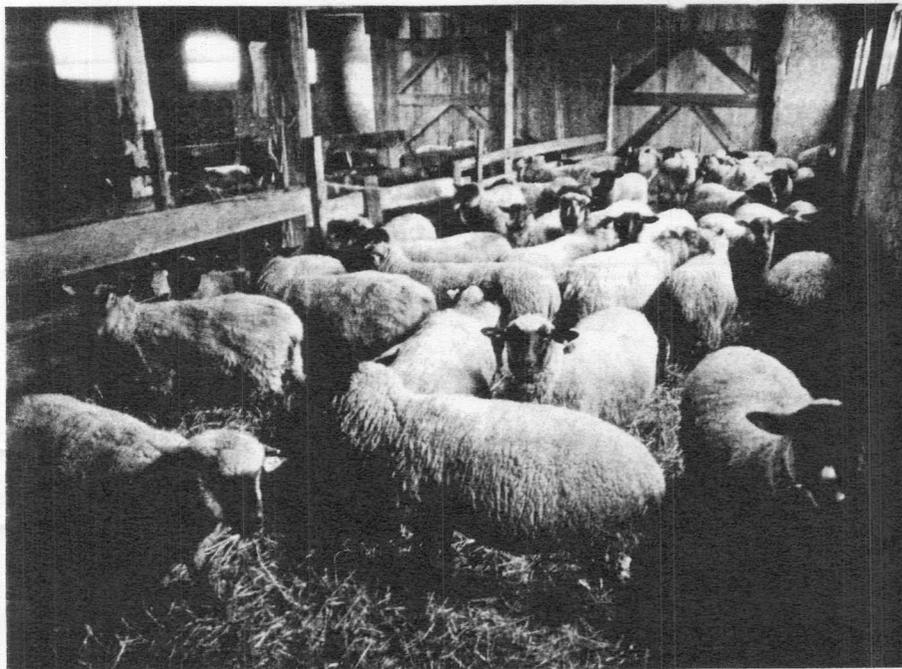


marchés qui permettent une diversification, ici aussi; pourquoi se limiter au blé quand il y a beaucoup d'autres grains, beaucoup d'autres

produits alimentaires? Il est très important que nous songions sérieusement à la diversification ». <sup>3</sup>

« Stimulons la production de la petite entreprise et des petites exploitations agricoles. Ce sont les turbines de notre économie et notre meilleure source d'emplois. Les agriculteurs veulent davantage de cash-flow, moins de réglementation, plus de liberté dans l'exercice de leurs talents et de leurs qualités d'entrepreneurs ». <sup>4</sup>

« La technologie nouvelle doit être mise au service de l'agriculteur. L'agronomie doit embrasser cette technologie. Le nouveau laboratoire hydrologique à Saskatoon marque un pas dans cette direction — un pas qui devrait permettre aux agriculteurs de mieux affronter la concurrence et de disposer de nouveaux produits pour répondre à la demande de nos clients ». <sup>5</sup>



(3-1) Regina — 2 avril 1984

(3-2) Trenton — 10 mai 1984

(3-3) Saskatoon — Forum libéral — 29 avril 1984

(3-4) Forum libéral de Halifax — 6 mai 1984

(3-5) Winnipeg — 26 avril 1984



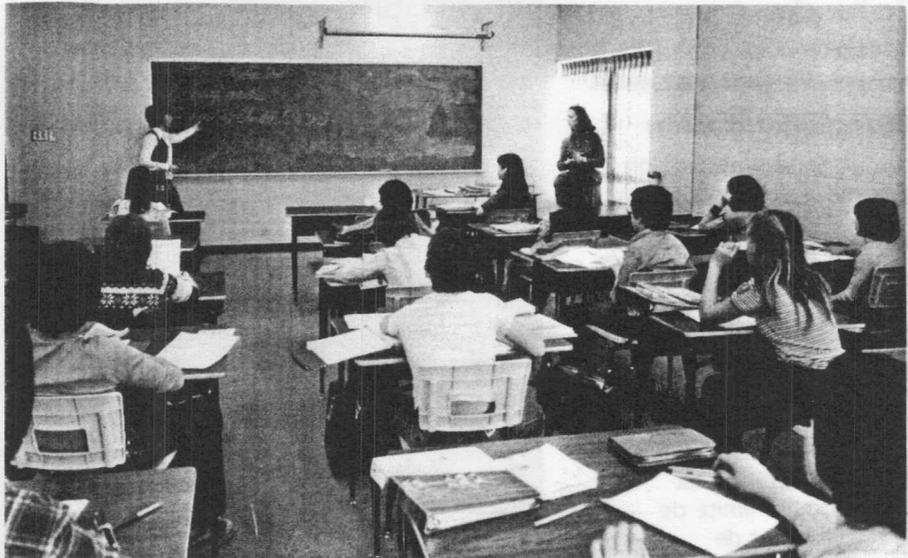
## «Je crois au bilinguisme»

### 4. Bilinguisme

« Je crois au bilinguisme. Lorsque j'étais ministre de la Justice, c'est moi qui ai piloté le projet de loi sur les langues officielles au Parlement. J'ai négocié avec les quatre procureurs généraux de l'Ouest afin qu'ils ne soumettent pas le projet de loi à la Cour Suprême du Canada. Je défends sans réserve le principe selon lequel les Canadiens ont le droit de communiquer avec leur gouvernement fédéral dans la langue officielle de leur choix. Mes convictions n'ont pas changé et je me réjouis que l'essentiel de la **Loi sur les langues officielles** soit incorporée dans la **Charte canadienne des droits et libertés** ».<sup>1</sup>

« La Loi 101 est allée trop loin. Je comprends que le gouvernement québécois veuille protéger la langue française car le Québec et la population québécoise doivent se protéger du reste de l'Amérique du Nord d'expression anglaise. Toutefois, la loi est allée trop loin puisqu'elle limite les droits fondamentaux de la minorité d'expression anglaise ».<sup>2</sup>

« J'aimerais que la Charte et la reconnaissance de l'égalité des langues soient mieux reconnues au Québec ».<sup>3</sup>



« Notre objectif doit être de restituer à la minorité anglophone de cette province tous ses droits linguistiques ».<sup>3</sup>

« Il serait bon pour le Canada et pour l'Ontario que, dans cette province, davantage de services soient offerts en français mais c'est clairement à l'Assemblée législative ontarienne et de préférence avec la coopération des trois partis politiques, qu'il revient de parvenir à un compromis qui satisfasse la population ontarienne. C'est quelque chose qui va directement au coeur de l'unité nationale et la meilleure solution est celle qui sera acceptée par la population plutôt qu'imposée par le pouvoir judiciaire ».<sup>4</sup>

(4-1) Toronto — 24 mars 1984  
(4-2) Montréal — Interview — 13 avril 1984  
(4-3) Montréal — 11 avril 1984  
(4-4) Québec — 2 mai 1984

## Il est urgent de les examiner toutes»

### 5. Sociétés d'État

« Il est urgent de les examiner toutes pour déterminer celles qui doivent rester nationalisées et celles qui devraient être dénationalisées ».

« Les premières devront faire l'objet d'un contrôle beaucoup plus strict et être responsables au Parlement ».<sup>1</sup>

« Canadair et De Havilland sont d'excellents exemples de ce qui peut arriver lorsque l'État se lance dans les affaires commerciales sans exercer la surveillance et le contrôle voulus. Je suppose que nous aurons dépensé 5 milliards de dollars avant que ces sociétés n'équilibrent leurs budgets. Elles construisent toutefois, l'une et l'autre, de bons avions et nous devons nous assurer que l'on continuera à les produire tant qu'ils se vendront sur les marchés internationaux. Mais l'avenir appartient à la coproduction avec les quelques grands constructeurs restant au monde ».<sup>1</sup>

« Pétro-Canada. Une société nationalisée peut jouer un rôle dans la prospection et le développement. L'État peut ainsi savoir ce qui se passe dans le monde du pétrole et du gaz. Il faudra toutefois s'assurer que cette entreprise devienne profitable. Sinon, comment juger son équipe de gestion et sa rentabilité ? ».<sup>1</sup>



(5-1) Toronto — 9 mai 1984



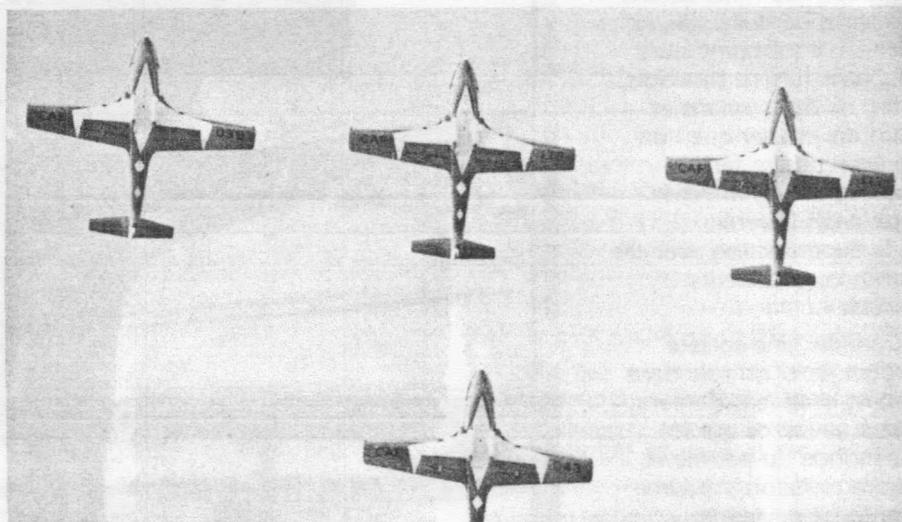
## «Tous, nous sommes préoccupés par la paix mondiale»

### 6. Défense — missile de croisière — paix

«Notre pays recherche la paix et la stabilité internationale et je suivrai l'exemple de nos trois derniers premiers ministres. Je chercherai à tirer profit de l'atmosphère favorable créée par les initiatives du Premier ministre Trudeau et je trouverai des moyens de les relancer».<sup>1</sup>

«Tous, nous sommes préoccupés par la paix mondiale. Notre ancienne peur de la guerre a fait place à une préoccupation encore plus grande, celle de la survie de l'espèce. Les possibilités de destruction des armements modernes défient l'imagination la plus fertile».<sup>1</sup>

«... Notre politique de défense doit tenir compte de nos engagements vis-à-vis de nos partenaires européens et américains au sein de l'OTAN. Nous devons respecter nos engagements vis-à-vis des États-Unis pour la défense mutuelle de ce continent... quoique nous en coûte un budget



raisonnable, ces engagements doivent être honorés».<sup>2</sup>

«J'estime que le gouvernement a eu raison d'autoriser les essais du missile de croisière. Ce missile n'est pas armé et fait partie des obligations que nous avons contractées vis-à-vis de nos alliés européens. Si nous voulons avoir une influence quelconque dans la poursuite de la paix mondiale, nous devons tout d'abord honorer nos engagements au sein de l'OTAN».<sup>3</sup>

«Après l'essai du missile de croisière, nous bénéficierons d'une

certaine marge pour suivre les traces du Premier ministre dans la promotion d'une conférence et d'ententes multilatérales sur le désarmement».<sup>3</sup>

«Je crois que si notre pays ne s'acquitte pas de ses obligations internationales, il n'aura pas la crédibilité voulue pour préconiser le désarmement général».<sup>3</sup>

(6-1) Toronto — 24 avril 1984

(6-2) The Journal — CBC — 11 mars 1984

(6-3) Vancouver — 30 mars 1984

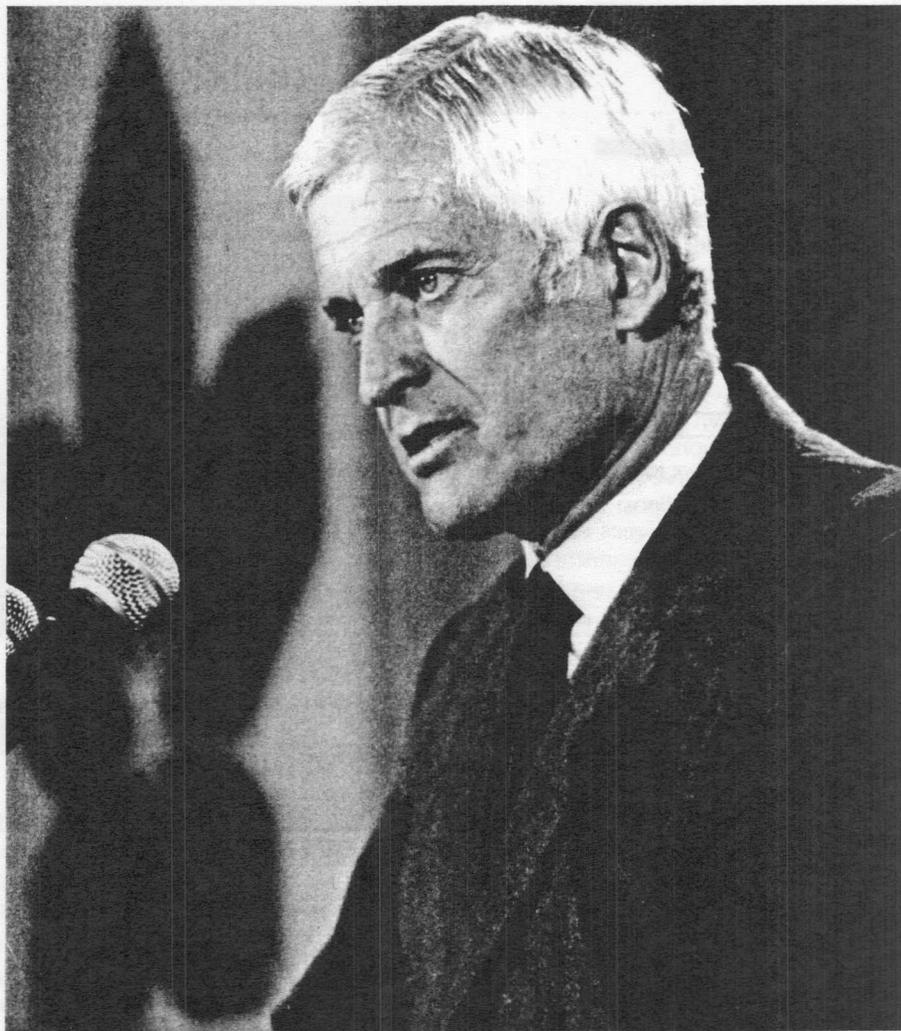
**« Les organismes de réglementation doivent veiller à ne pas perpétuer les situations de monopole »**

## **7. Déréglementation**

« Lorsqu'un service public doit prendre la forme d'un monopole ou d'un quasi-monopole, il est essentiel qu'un organisme de réglementation protège les intérêts du public. Malgré certaines formes de concurrence pour les communications interurbaines, le service téléphonique des particuliers reste monopolisé pour les communications locales et interurbaines. En radiotélédiffusion, le libre jeu de la concurrence est entravé par le nombre limité de chaînes de télévision et de fréquences radiophoniques. Voilà donc deux cas dans lesquels il faut maintenir la réglementation ». <sup>1</sup>

« Les organismes de réglementation doivent veiller à ne pas perpétuer les situations de monopole lorsque les techniques ou la conjoncture commerciale changent. Leur fonction n'est pas de protéger ceux auxquels s'applique la réglementation. C'est un danger que présentent toujours les offices et commissions de réglementation ». <sup>1</sup>

« Il serait ridicule que le Canada néglige l'exemple des États-Unis. L'assouplissement des régimes de réglementation désuets présente de nombreux avantages ». <sup>1</sup>



(7-1) Toronto — 9 mai 1984



## 8. Économie (général)

« Durant toute la prochaine décennie et peut-être même plus longtemps, il nous appartiendra tout d'abord, à nous Libéraux qui formerons le gouvernement, de donner la priorité à l'économie ».<sup>1</sup>

« Seule la croissance économique nous permettra de mieux protéger les personnes défavorisées et de les faire bénéficier de l'humanisme caractéristique des Libéraux ».<sup>1</sup>

« Il y a un principe de croissance très simple que nous avons parfois tendance à oublier ; c'est la poursuite de l'excellence ».<sup>1</sup>

« Nous allons devoir assurer une certaine stabilité économique afin de pouvoir dire aux investisseurs que les règles du jeu ne changeront pas à mi-chemin sans préavis ».<sup>2</sup>

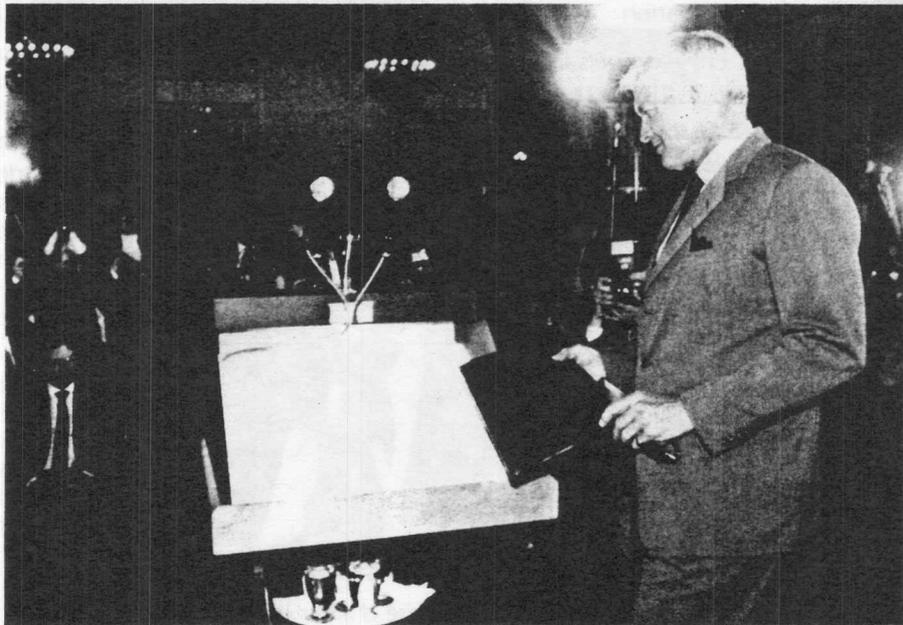
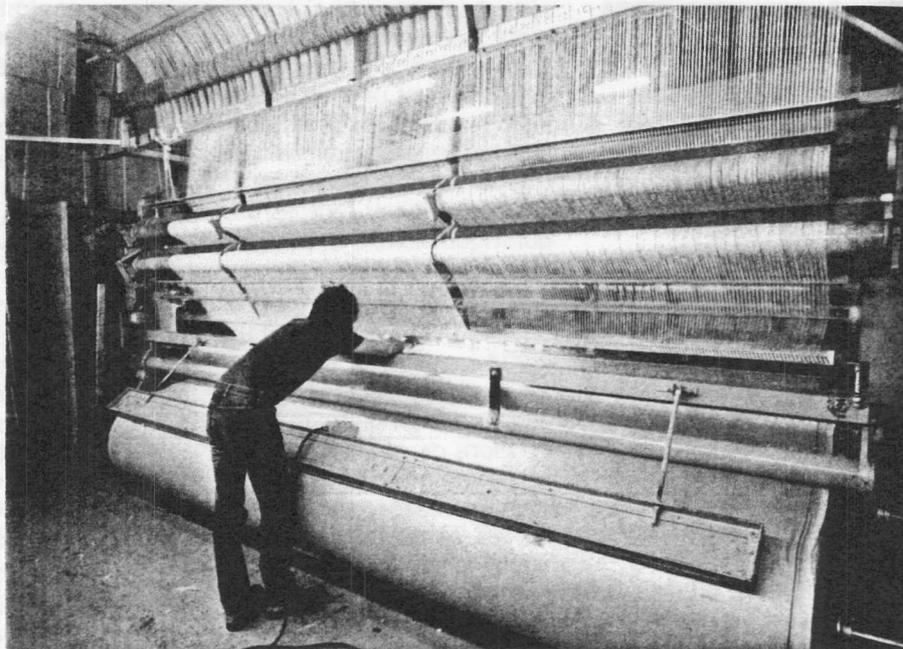
« Aucune économie ne peut survivre et se développer si les usines et le matériel sont désuets ».<sup>3</sup>

« Aucune économie ne peut survivre et se développer par le seul fait de l'État ».<sup>3</sup>

« Aucune économie ne peut survivre et se développer sans la technologie moderne ».<sup>3</sup>

« Aucune économie ne peut survivre et se développer sans une population active instruite et compétente ».<sup>3</sup>

« L'économie ne peut tourner si l'État ne tend pas la main à ses partenaires : le monde des affaires et le monde syndical. Il est particulièrement important que les travailleurs, syndiqués ou non, entrent dans le partenariat national et que tout le monde s'efforce d'améliorer la rentabilité, la compétitivité, la sécurité au travail, la



qualité du travail et la satisfaction professionnelle ».<sup>4</sup>

« La politique économique nationale doit être suffisamment prévisible et stable pour que le monde des affaires n'ait pas peur

d'investir. Les investissements sont nécessaires à l'expansion et l'expansion est nécessaire à la croissance tout comme la croissance est nécessaire à la création d'emplois ».<sup>4</sup>

---

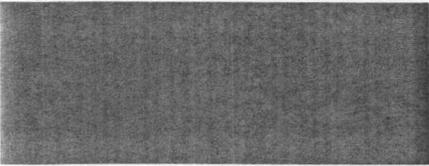
---

---

---

---

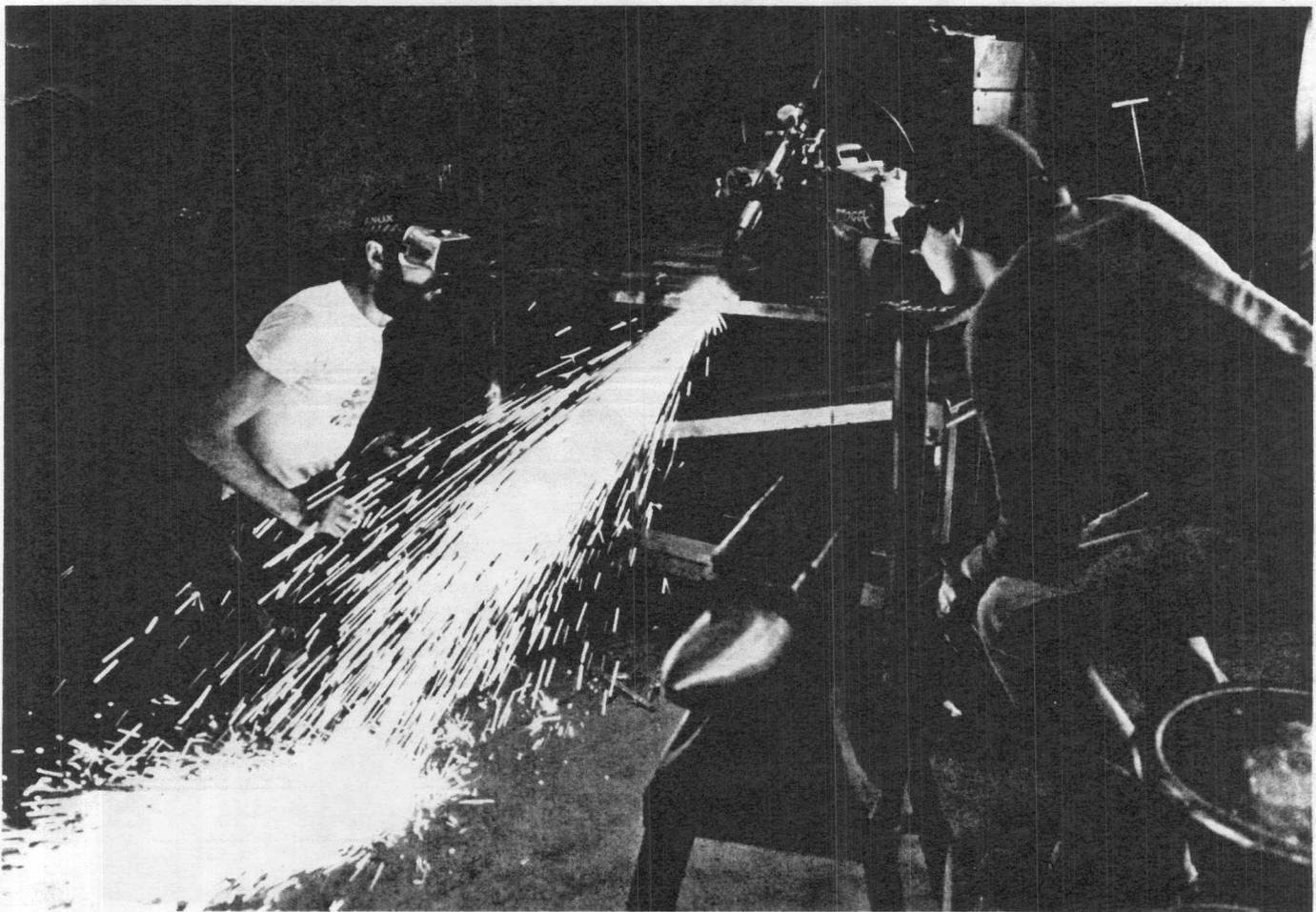
# JOHN TURNER

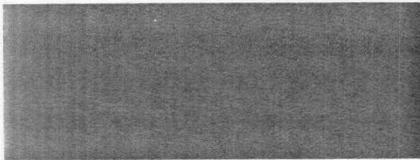
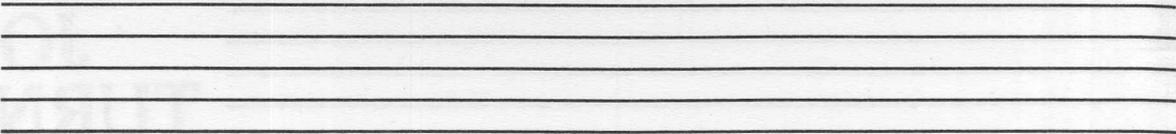


« Je n'ai rien contre une économie mixte. Rien contre la coopération entre le secteur privé et l'État ni contre des sociétés d'État bien conçues et contrôlées. Je suis convaincu que le système de marchés est bon . . . que c'est fondamentalement l'entreprise privée, et surtout la petite entreprise qui crée des emplois. Nous devons donc nous efforcer essentiellement de créer le climat propice aux affaires ». <sup>5</sup>

« Le Parti libéral reconnaît que le rôle de l'État dans l'économie doit évoluer et que l'État lui-même doit s'adapter à un monde en pleine évolution. Le rôle de l'État est de faciliter et de simplifier les choses ». <sup>6</sup>

« En fin de compte, notre stratégie économique doit être d'exceller dans tout ce que nous faisons ». <sup>6</sup>



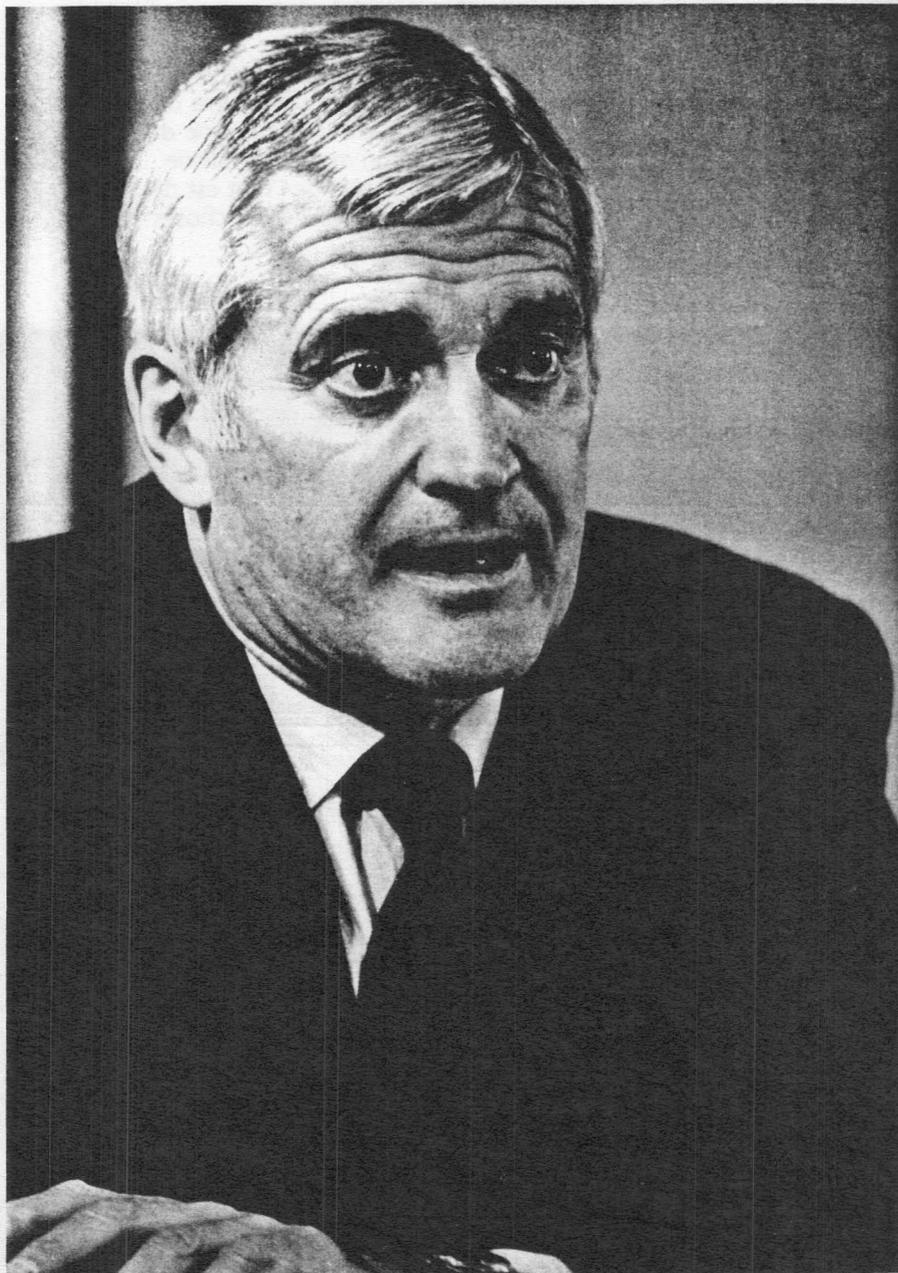


## Déficit

« Sans entrer dans les conséquences du déficit sur l'investissement, les taux d'intérêt, le taux de change, nous pouvons déjà dire qu'ils nous forcent à payer vingt cents d'intérêt par dollar emprunté et qu'une bonne partie de ces intérêts sont payés à des étrangers ».<sup>7</sup>

« Si nous ne parvenons pas à mieux équilibrer nos dépenses et nos recettes et si nous ne ramenons pas notre déficit à un niveau raisonnable, nous laisserons à nos enfants une dette qu'ils ne pourront supporter et ce pays ne pourra donc leur apporter tout ce qu'il nous a apporté ».<sup>8</sup>

« Comment diminuer notre déficit ? En limitant l'augmentation de nos dépenses ; en trouvant des moyens plus efficaces pour les services sociaux ; en évitant le double emploi entre les services fédéraux et les services provinciaux ; en rendant l'administration publique plus économique. Du côté des recettes, nous prévoyons une relance de l'économie, ce qui accroîtra nos recettes et nous aidera à rétablir l'équilibre ».<sup>9</sup>



- (8-1) Québec — 2 mai 1984
- (8-2) Ottawa — 12 avril 1984
- (8-3) Forum libéral de Halifax — 6 mai 1984
- (8-4) Toronto — 9 mai 1984
- (8-5) The Journal — Interview — 16 mars 1984
- (8-6) Québec — 2 mai 1984
- (8-7) Vancouver — 30 mars 1984
- (8-8) Calgary — 29 mars 1984
- (8-9) Sainte-Foy, Québec — 2 mai 1984

## «L'éducation est le meilleur investissement possible pour combattre le chômage»

### 9. Éducation

« Nous devons remédier au déséquilibre actuel entre notre système d'éducation et les compétences nécessaires pour aujourd'hui et demain. Nous devons, dans un effort national, mobiliser nos ressources éducatives en vue de l'ère technologique ».<sup>2</sup>

« Notre nation doit équiper nos jeunes pour l'avenir, légitimement et en priorité ».<sup>3</sup>

« Notre pays traverse une période où l'éducation, la formation

sont absolument cruciales pour notre santé, notre prospérité et notre compétitivité; crucial pour que notre génération ait une vie intellectuelle intéressante. Il faut continuer à financer les programmes nécessaires, trouver les priorités éducatives voulues, éliminer tous les obstacles qui risqueraient d'empêcher des jeunes prometteurs d'acquérir une éducation universitaire. Ainsi servirons-nous les intérêts de notre pays ».<sup>4</sup>

« J'inviterai le monde des affaires, les syndicats et les autres échelons de gouvernement à établir un programme beaucoup plus vaste d'apprentissage, parallèlement aux études, afin que les jeunes aient un travail lorsqu'ils sortent de l'école. Je collaborerai avec les provinces à la modernisation de nos écoles techniques et de nos universités. Il faut poursuivre l'excellence en matière d'enseignement et de recherche. Nous devons tous avoir

et ainsi seulement pourront-elles accéder aux emplois les mieux rémunérés ».<sup>6</sup>

« Nous allons devoir accéder à la nouvelle société industrielle. Comprendre, apprendre et maîtriser la technologie de pointe. Nos jeunes devront poursuivre des études qui leur permettront d'obtenir un emploi ».<sup>7</sup>

« Nous payons 50 pour cent des études post-secondaires et nous devons, avec les provinces, considérer cela comme un investissement essentiel pour l'avenir. Nous devons nous assurer que les provinces utilisent bien ces 50 cents par dollar pour l'éducation et non pas à d'autres fins ».<sup>8</sup>

« Certes, l'éducation relève de la juridiction provinciale mais j'encouragerai tout type de coopération interprovinciale permettant de déterminer l'éducation qu'il nous faut offrir à nos jeunes en prévision des emplois de l'avenir. Je favoriserai d'ailleurs toute assistance fédérale tolérée par les provinces dans ce domaine ».<sup>9</sup>

« Nous apportons une contribution très importante aux études post-secondaires en fournissant environ 50 pour cent des fonds nécessaires aux études universitaires. Cela devrait nous autoriser à participer à la tâche ».<sup>9</sup>

« Nous devons nous entretenir avec les provinces afin de nous assurer que les fonds et subventions que nous leur versons au titre des études post-secondaires et de l'aide aux étudiants soient bien utilisés intégralement à ces fins ».<sup>10</sup>



comme priorité d'aider les jeunes à entrer chez leurs premiers employeurs. Nous devons donner aux jeunes Canadiens l'expérience nécessaire pour leurs Curriculum Vitae ».<sup>5</sup>

« Il faut que nous encourageons les jeunes filles à faire des sciences et des mathématiques à l'école secondaire — et à persévérer. Ainsi

(9-1) St. John's, Terre-Neuve — 16 avril 1984

(9-2) Toronto — 9 mai 1984

(9-3) Fraser Valley, C.B. — 27 avril 1984

(9-4) Vancouver — 30 mars 1984

(9-5) Forum libéral de Halifax — 6 mai 1984

(9-6) Toronto — 24 avril 1984

(9-7) Edmonton — 28 mars 1984

(9-8) Burnaby — 27 avril 1984

(9-9) London — 6 avril 1984

(9-10) St. John's — Terre-Neuve — 16 avril 1984



## «Je ne crois pas à la représentation proportionnelle parce qu'elle affaiblit les gouvernements»

### 10. Réforme électorale

«Je crois que la représentation régionale pourrait se faire beaucoup plus rapidement et beaucoup plus démocratiquement par l'intermédiaire de partis politiques actifs mieux représentés dans les régions».<sup>1</sup>

«Je ne crois pas à la représentation proportionnelle parce qu'elle affaiblit les gouvernements. Ce n'est pas avec la représentation proportionnelle que nous aurons un gouvernement fédéral fort».<sup>2</sup>



(10-1) Vancouver — 30 mars 1984  
(10-2) Saskatoon — Forum libéral — 29 avril 1984

## «L'énergie reste vitale pour l'Ouest du Canada»

### 11. Énergie/PEN

«L'énergie reste vitale pour l'Ouest du Canada. Le charbon, le pétrole et le gaz constituent de gros avantages, non seulement pour l'ensemble du pays mais également pour l'économie de l'Ouest du Canada».<sup>1</sup>

«Le programme énergétique national a été fondé sur des hypothèses qui ne se sont pas toutes réalisées, particulièrement en ce qui concerne les prix internationaux. J'accepte les objectifs du programme que sont la canadianisation progressive de notre industrie, l'autonomie et le partage équitable des recettes entre les gouvernements et les producteurs».<sup>1</sup>

«Il faudra toutefois réviser ce programme lorsque les ententes conclues avec les provinces productrices arriveront à échéance en 1985 et 1986. Ces modifications ne devront pas bouleverser les travaux en cours ni les projets d'investissements établis en fonction des règles actuelles».<sup>1</sup>

«Je crois qu'il nous faut mettre l'accent sur le bassin sédimentaire de l'Ouest, améliorer les techniques de récupération, s'efforcer à nouveau d'exploiter les ressources illimitées des sables bitumineux et de l'huile lourde car c'est à mon avis, pour le Canada, la voie la plus rapide de l'autonomie énergétique».<sup>2</sup>

«Un de mes premiers gestes sera de rappeler le gouvernement de Terre-Neuve à la table des négociations. Je serai un partenaire

nouveau dans ces négociations, j'aurai une attitude nouvelle. Je ne porte pas les cicatrices des échecs précédents. Je crois que nous pouvons accélérer la prospection et le forage dans ces eaux et faire croître ces ressources».<sup>3</sup>

(11-1) Winnipeg — 26 avril 1984  
(11-2) Calgary — 29 mars 1984  
(11-3) Cornerbrook — 16 avril 1984



**«Je vous promets une nouvelle harmonie, un gouvernement national fort, un gouvernement de consensus et non de confrontation»**



## 12. Fédéralisme

«Je suis pour un gouvernement fédéral fort. Un gouvernement fédéral capable de protéger nos minorités, de nous donner à tous, dans tout le pays, des chances égales. Un gouvernement capable de gérer les crises».<sup>1</sup>

«Les Canadiens veulent un gouvernement fédéral fort qui à la fois représente et dépasse la somme de ses parties».<sup>1</sup>

«Il faut, pour redémarrer, que notre pays fasse à nouveau preuve de résolution, s'oriente différemment. Il est temps que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux coopèrent, que les patrons et les syndicats coopèrent, que le monde des affaires, les syndicats et l'État coopèrent. Mon gouvernement sera un gouvernement de consultation et non de confrontation, de consensus et non d'ultimatums».<sup>1</sup>

## Relations fédérales-provinciales

«Je veux mettre fin aux chicaneries et à l'amertume qui nous privent d'une destinée nationale. Je veux donner un sens réel au mot **National**, pour tous les Canadiens».<sup>2</sup>

«Je vous promets une nouvelle harmonie, un gouvernement national fort, un gouvernement de consensus et non de confrontation. Un gouvernement prêt à négocier, un gouvernement qui n'émettra pas d'ultimatums. Je vous garantis que nous travaillerons ensemble et que nous nous concentrerons sur le véritable objectif qui est d'offrir à nos enfants un style de vie encore meilleur que celui que nous connaissons».<sup>2</sup>

«Nous devons réaliser une meilleure harmonie entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Nous avons commencé à nous isoler les uns des autres. Les provinces essaient de bloquer le mouvement interprovincial des biens et services et de la population. Il faut vraiment que nous réussissions à restaurer l'harmonie et à nous serrer les coudes sachant que l'essentiel, pour notre pays, est de faire face à la concurrence intraitable du reste du monde».<sup>3</sup>

«Je crois qu'il nous faut poursuivre sur la voie tracée par le gouvernement actuel pour offrir des chances égales à tous les Canadiens et des possibilités financières égales à nos provinces, conformément à la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Il est très important de coopérer à la coordination des services».<sup>4</sup>

(12-1) Toronto — 9 mai 1984  
(12-2) Calgary — 29 mars 1984  
(12-3) Québec — 2 mai 1984  
(12-4) Moncton — 19 avril 1984



**«Je suis favorable à cette loi»**

## 13. Agence d'examen des investissements étrangers

«Je suis favorable à cette loi. L'objet n'en est pas de surveiller les transactions mineures mais de contrôler les achats étrangers et les prises de contrôle des grandes entreprises ou de certains secteurs de notre économie touchant notre identité nationale et notre souveraineté économique».

«Quand nous avons tellement besoin d'emplois et d'investissements, il est important que le gouvernement précise que nous invitons le monde entier à venir investir au Canada, sous réserve des conditions imposées dans l'intérêt du Canada».<sup>1</sup>



(13-1) Interview du Toronto Star — 26 mai 1984



---

---

---

---

---

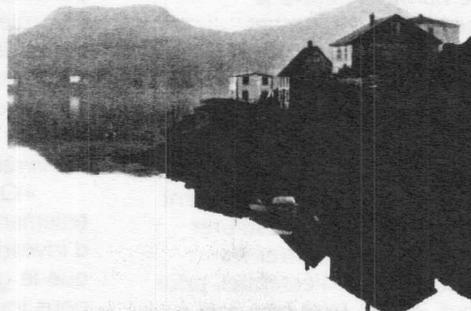
---

**« Si nous voulons que l'industrie de la pêche se porte bien à Terre-Neuve, aucun partenaire ne doit se sentir lésé »**

#### 14. Pêcheries

« Je vous déclare publiquement que je m'engage personnellement à aider la pêche hauturière et côtière dans votre province. Je répète que tous les partenaires économiques doivent être traités équitablement, qu'il s'agisse de membres de la direction, d'ouvriers d'usines, de chalutiers ou de pêcheurs. Si nous voulons que l'industrie de la pêche se porte bien à Terre-Neuve, aucun partenaire ne doit se sentir lésé ».<sup>1</sup>

« Le regroupement des sociétés en une grande entreprise Fishery Products International était probablement le seul moyen de sauver la pêche hauturière de Terre-Neuve dont dépendaient tellement d'emplois et de familles ».<sup>1</sup>



(14-1) St. John's — 16 avril 1984

---

---

**« Ma première priorité est la création d'emplois. J'aiderai nos jeunes à trouver leur premier emploi. Je leur faciliterai la transition entre l'école et le travail »**

---

---

#### 15. Création d'emplois

« Quand nous étions jeunes, nous avions des rêves. Je veux que les jeunes d'aujourd'hui aussi puissent rêver. Rêver d'un avenir plein de promesses. Ils doivent pouvoir compter sur nous pour les aider à réaliser ces rêves ».<sup>1</sup>

« Ma première priorité est la création d'emplois. Les jeunes Canadiens doivent pouvoir travailler et réussir dans notre société post-industrielle ».<sup>2</sup>

« J'aiderai nos jeunes à trouver leur premier emploi. Je leur faciliterai la transition entre l'école et le travail ».<sup>3</sup>

« Pour créer des emplois, il nous faut rétablir la compétitivité dans ce secteur primaire; nous équiper pour entrer dans l'ère de la technologie et de l'information; améliorer la productivité des travailleurs et des cadres supérieurs; améliorer le climat d'investissement. Adopter une politique économique sûre et stable qui donne confiance aux marchés de capitaux et aux entrepreneurs. Le chômage est sans aucun doute notre principal problème-socio-économique ».<sup>4</sup>



« En matière d'éducation, le gouvernement fédéral et les provinces devraient mieux coordonner leurs efforts pour que nos jeunes puissent faire des études qui les préparent aux emplois d'aujourd'hui et de demain. Il faut créer un climat propice aux affaires et se doter d'une politique économique et d'un régime fiscal stable pour favoriser les investissements créateurs d'emplois. Ne sous-estimons pas le problème, le Canada a beaucoup à faire ».<sup>4</sup>

« J'inviterai le monde des affaires, les syndicats et les autres échelons de gouvernement à établir un programme beaucoup plus vaste d'apprentissage, parallèlement aux études, afin que les jeunes aient un travail lorsqu'ils sortent de l'école. Je collaborerai avec les provinces à la modernisation de nos écoles techniques et de nos universités. Il faut poursuivre l'excellence en matière d'enseignement et de recherche ».<sup>5</sup>

« ... j'ai, partout au Canada, préconisé un programme

## « L'économie ne peut tourner si l'État ne tend pas la main à ses partenaires: le monde des affaires et le monde syndical »

d'apprentissage national, de formation à l'emploi en coopération avec les entreprises, les syndicats et les provinces pour aider nos jeunes gens dans cette première étape difficile qui consiste à passer de l'école au premier emploi. »

« À court terme, il nous faudra peut-être envisager pour nos jeunes gens un genre de service de coopération pour la protection de notre environnement et l'amélioration de notre infrastructure. Il est peut-être également possible, en collaboration avec les municipalités, d'améliorer nos infrastructures municipales ».<sup>6</sup>

« Je crois au recyclage. C'est la troisième fois que je me recycle en quinze ans ».<sup>7</sup>

## 16. Syndicats

« Si le Parti m'accorde sa confiance, je m'assierai avec les chefs syndicalistes de notre pays, les chefs élus par le mouvement syndical, quelque soit leur allégeance politique, car je sais que nous partageons le même intérêt national. Comme nous, ils veulent que notre pays soit compétitif. Ils veulent garantir la sécurité des travailleurs, la qualité du travail, le partage des bénéfices, l'adaptation et le recyclage de la population active actuelle ».<sup>1</sup>

« L'économie ne peut tourner si l'État ne tend pas la main à ses partenaires: le monde des affaires et le monde syndical. Il est particulièrement important que les travailleurs, syndiqués ou non, entrent dans le partenariat national et que tout le monde s'efforce d'améliorer la rentabilité, la compétitivité, la sécurité au travail, la qualité du travail et la satisfaction professionnelle ».<sup>2</sup>

(16-1) Saskatoon — Forum libéral — 29 avril 1984  
(16-2) Toronto — 9 mai 1984





## «Pour moi, le libéralisme est un heureux mariage d'idées sociales et économiques»

### 17. Libéralisme

«Je suis entré au Parti libéral du Canada il y a vingt ans, fermement convaincu qu'il fallait aider les Canadiens dans le besoin, faire en sorte que tous les Canadiens aient également accès aux services et aux soins essentiels.»<sup>1</sup>

«J'ai décidé de revenir à la vie publique car je crois plus que jamais au concept du libéralisme. Pour moi, le libéralisme est un heureux mariage d'idées sociales et économiques. Grâce à l'élan donné par nos grands chefs comme Laurier, King, St-Laurent, Pearson et Trudeau, le libéralisme a joué un rôle extrêmement important en faisant du Canada une des sociétés les plus modernes du monde.»<sup>2</sup>

«J'ai l'intention de nous redonner une base provinciale, de maintenir notre base ici, dans la région de l'Atlantique, aussi solide que possible car je crois qu'un libéral est un libéral et qu'il nous faut nous mobiliser, à l'échelon provincial et à l'échelon fédéral, si nous voulons réussir en tant que parti national.»<sup>3</sup>

«Je crois également que nous sommes un Parti aux points de vue multiples. Un Parti du centre radical, un Parti progressiste, qui croît au changement, comprend la réforme et peut s'adapter.»<sup>3</sup>

«Un gouvernement fédéral fort a besoin d'hommes et de femmes à la Chambre des communes. Je me suis engagé auprès des conseils du Parti libéral et en consultation avec les libéraux de tout le pays, à élargir la vision et la politique nationale du Parti libéral en attirant des jeunes gens et des jeunes femmes de qualité pour représenter vos collectivités, en Saskatchewan et au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique,

de sorte qu'ensemble nous puissions les élire et former à nouveau un gouvernement national à Ottawa.»<sup>4</sup>

«Mes idées sont simples et directes. Je veux un parti ouvert, un parti visible, un parti publique, un parti qui ne cache rien. Un parti accessible aux Canadiens de toute croyance et de toute race, quelque soit le temps passé dans ce pays. Je veux un parti comptable de ses actions. Un Parti libéral mené par ceux que nous élisons à la direction de notre parti. Les dirigeants de notre Parti doivent être tenus de nous rendre compte et de justifier leurs mandats puisqu'ils ont obtenu notre confiance de libéraux.»<sup>5</sup>

«Tout au long de sa longue histoire au service de notre pays, le Parti libéral a mérité la confiance des Canadiens, car il a su cerner les problèmes du jour tout en restant sensible aux problèmes humains, tout en respectant les contraintes budgétaires. Le vaste éventail de politiques et de programmes qu'il a conçus en sont le vivant témoignage.»<sup>6</sup>

«Je me battrai contre les Conservateurs, pas contre les Libéraux.»<sup>6</sup>

«J'ai dit à nos concitoyens de l'Ouest que si j'étais élu chef du Parti, j'irai, une fois par an, dans chaque province, à des assemblées publiques, avec le chef du parti libéral provincial. Je serai là pour vous faire rapport, à vous libéraux, comme chef de votre Parti.



- (17-1) Toronto — 9 mai 1984
- (17-2) Québec — 2 mai 1984
- (17-3) Halifax — 18 avril 1984
- (17-4) Saskatoon — Forum libéral — 29 avril 1984
- (17-5) St. Catharines — 25 avril 1984
- (17-6) Ottawa — 16 mars 1984
- (17-7) Kitchener — 6 avril 1984

## «J'estime que tous les Canadiens devraient avoir accès à tous les programmes offerts par l'État»

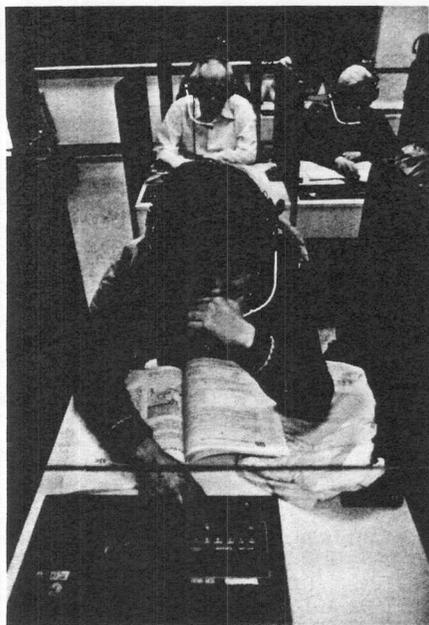
### 18. Multiculturalisme

«J'estime que tous les Canadiens devraient avoir accès à tous les programmes offerts par l'État. Je crois à un gouvernement qui s'adresse à tous les citoyens et non pas seulement à certains groupes ou élites.»<sup>1</sup>

«Je déclare qu'il doit y avoir des Canadiens de toute origine aux commissions fédérales, aux comités consultatifs fédéraux, dans les organismes fédéraux, les tribunaux, à la magistrature.»<sup>1</sup>

«C'est la façon dont nous vivons, dont nous traitons nos voisins et dont nous accueillons les nouveaux venus qui fait de nous une grande nation multiculturelle. Si nous faisons preuve de tolérance et de compassion et si nous tendons la main de l'amitié à nos voisins, au travail et à l'école, si nous sommes généreux dans nos familles, cette atmosphère aura un effet d'entraînement dans tout le pays et fera plus que ne pourront jamais faire le gouvernement, les commissions des droits ou autres, aussi importants soient-ils. Je vous en supplie, vivons, vivons comme des Canadiens!»<sup>1</sup>

«Une des forces vives du Canada est la diversité d'origine de ses citoyens. Il est fondamental pour l'harmonie du Canada que, d'où que nous venions et quel que soit le temps passé dans ce pays, quelle que soit la couleur de notre peau ou de notre croyance, les possibilités qui nous sont offertes soient illimitées, les obstacles éliminés. Ou'avec un peu de travail, quelques possibilités d'éducation, un peu d'auto-



discipline, un peu de patience et un peu de chance, il soit possible à tous les Canadiens d'aller jusqu'au bout. D'atteindre les hautes sphères du monde des affaires, du monde politique, d'une profession libérale». <sup>2</sup>

« Je suis favorable à une loi sur le multiculturalisme qui enchâsserait les divers programmes que nous avons aujourd'hui et ajouterait un énoncé de principes après l'article 27 de la **Charte des droits et libertés** ». <sup>2</sup>

« Plutôt que de constituer un ministère spécial du multiculturalisme, je ferai en sorte que tous les ministères mettent en application le programme multiculturel découlant d'une loi sur le multiculturalisme ». <sup>2</sup>

**« Nous devons accélérer le processus de règlement des revendications territoriales et minérales des autochtones »**

### 19. Autochtones

« Les problèmes socio-économiques des autochtones doivent être envisagés plus directement et plus efficacement qu'aujourd'hui. La majorité des peuples autochtones vivent dans l'Ouest si bien que les gens de l'Ouest connaissent mieux leurs problèmes et l'échec de nos gouvernements que le reste de la population ». <sup>1</sup>

« Le nouveau Fonds de développement économique des autochtones doit devenir un instrument efficace ». <sup>1</sup>

« Nous devons accélérer le processus de règlement des revendications territoriales et minérales des autochtones afin qu'ils jouissent d'une plus grande liberté financière et d'une plus grande autonomie ». <sup>1</sup>

« Dans l'Ouest du Canada, en particulier, il nous faut être conscient des enfants autochtones vivant dans des réserves. Il va nous falloir faire davantage en matière d'environnement et d'infrastructure pour leur donner quelque chose d'intéressant à faire. Dans l'Ouest du Canada, nous avons un problème de plus en plus grave chez les jeunes autochtones des villes (Regina, Winnipeg, Calgary). Étant donné le taux de natalité et le taux de chômage très élevé, nous aurons un problème humain très difficile à résoudre si nous n'attaquons pas directement le mal ». <sup>2</sup>

**« J'utiliserai les amis que j'ai dans le monde entier pour trouver de nouveaux marchés pour les produits »**

### 20. Développement dans la région de l'Atlantique

« Le développement régional signifie investir dans la modernisation de nos pêcheries, de nos forêts, de notre agriculture, de nos mines et de notre petite et moyenne entreprise ». <sup>1</sup>

« Le développement régional veut dire des transports efficaces à un coût raisonnable de sorte que nos producteurs puissent transporter leurs marchandises sur les marchés. Cela veut dire le développement des ressources hauturières ». <sup>1</sup>

« Le développement régional veut dire qu'il faut parier sur la croissance, limiter la dépendance par rapport au gouvernement de sorte que la population de cette région de l'Atlantique puisse reprendre sa place au sein du Canada ». <sup>1</sup>

« Le développement régional veut dire la découverte de nouveaux produits et de nouveaux marchés ». <sup>1</sup>



(18-1) Toronto — 23 avril 1984  
(18-2) Interview de MTV — 13 avril 1984

(19-1) Winnipeg — 26 avril 1984  
(19-2) Forum libéral de Saskatoon — 29 avril 1984

(20-1) Forum libéral de Halifax — 6 mai 1984



## « Mon programme pour la P.M.E. vise à simplifier le système fiscal des petites et moyennes entreprises »

### 21. Petite et moyenne entreprise (P.M.E.)

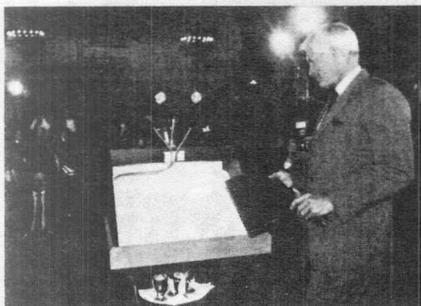
« C'est de la P.M.E. que jaillissent la plupart de nos idées nouvelles — elle peut nous mener à l'âge de l'information post-industrielle ».<sup>1</sup>

« Mon programme touchant le secteur privé a trois volets :

- Simplifier le système fiscal touchant la P.M.E. et adopter des mesures appropriées pour lui ménager suffisamment de cash-flow dans les premières années.
- Simplifier la réglementation coûteuse.
- Offrir de nouvelles possibilités aux hommes et aux femmes de tous milieux et de toutes les régions du pays qui veulent se lancer en affaires ».<sup>1</sup>

« À offrir une structure leur permettant d'avoir toujours suffisamment de cash-flow, surtout dans les premières années ».

« La petite et la moyenne entreprise ont la souplesse voulue pour envisager des innovations dans tout un éventail de domaines. Les encouragements individuels, comme le partage des bénéfices, ont augmenté leur potentiel.



« Les petites et moyennes entreprises créent des emplois plus rapidement que n'importe quel autre secteur. Elles sont l'élément le plus important du développement régional et elles peuvent contribuer à l'expansion de nos marchés étrangers. Ce secteur intéresse tout particulièrement les femmes. Bien que le Canada ne dispose pas de statistiques précises à ce sujet, on sait qu'aux États-Unis, plus de la moitié des petites entreprises ont été fondées par des femmes... le taux de réussite est plus élevé pour les entreprises dirigées par des femmes ».<sup>4</sup>

(21-1) Toronto — 9 mai 1984

(21-2) Québec — 2 mai 1984

(21-3) Chambre de commerce de la région de Québec

(21-4) Toronto — 24 avril 1984

## « Je m'engage à maintenir le contrat social de l'universalité des programmes de santé, des pensions de vieillesse et des allocations familiales »

### 22. Programmes sociaux

« Je m'engage à maintenir le contrat social de l'universalité des programmes de santé, des pensions de vieillesse et des allocations familiales, à respecter la tradition libérale afin de protéger les citoyens en difficulté ».<sup>1</sup>

« Les dernières années difficiles ont montré combien ces programmes sociaux étaient importants. Nous devons également être prêts à examiner de nouvelles idées pour améliorer nos politiques sociales et résoudre les problèmes de demain ».<sup>2</sup>

« Nous ne devons pas réduire les politiques et programmes élaborés par notre Parti au cours des dernières décennies pour protéger les pauvres et les défavorisés ».<sup>2</sup>

« Je veux offrir aux femmes davantage de possibilités de garderie pour qu'elles puissent participer à la

population active. Je suis très conscient des droits des familles mono-parentales et je veux réaffirmer le principe de l'universalité de nos grands programmes sociaux que sont l'assurance médicale, les pensions et les allocations familiales ».<sup>3</sup>



### Réforme des pensions

« Les personnes qui souffrent le plus du revenu insuffisant dont elles disposent pendant leur retraite sont les femmes âgées qui vivent seules. Nous ne pouvons prétendre accéder à la justice sociale tant et aussi longtemps que toutes ces femmes qui ont contribué à bâtir notre pays, sur le marché du travail ou dans leurs foyers, ne pourront vivre dans la dignité et en toute sécurité ».<sup>4</sup>

« Les personnes âgées, et particulièrement les femmes âgées, ne doivent pas vivre dans la peur de la pauvreté. La justice sociale exige que ces personnes puissent jouir de leur retraite, dans la dignité et la sécurité ».<sup>4</sup>

(22-1) Montréal — 11 avril 1984

(22-2) Toronto — 24 mars 1984

(22-3) London — 6 avril 1984

(22-4) Toronto — 24 avril 1984

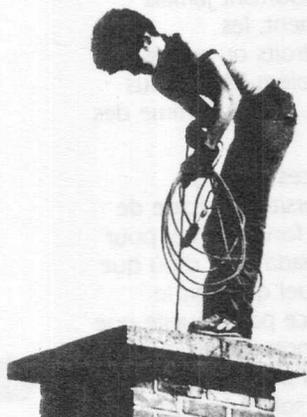
**« Je continuerai à simplifier le régime fiscal afin d'encourager la P.M.E. qui a besoin de « cash-flow » »**

### 23. Fiscalité

« Je continuerai à simplifier le régime fiscal afin d'encourager la P.M.E. qui a besoin de « cash-flow » dans ses premières années; d'amortir rapidement la recherche, le développement et la technologie; d'alléger la réglementation afin que certains des coûts et des lourdes tâches qui consistent à traiter avec l'administration tout en essayant de mener une affaire soient supprimées; que les risques soient proportionnels aux récompenses et que l'instinct d'entrepreneurship soit récompensé ».<sup>1</sup>

« Notre régime fiscal doit être juste et équitable. Il doit encourager l'épargne et les investissements ».<sup>2</sup>

« Nous devons favoriser un climat qui permette aux jeunes gens de réussir. C'est-à-dire un régime fiscal qui encourage l'épargne: qui récompense l'initiative; qui permette à une P.M.E. de se développer pour devenir une grande entreprise ».<sup>3</sup>

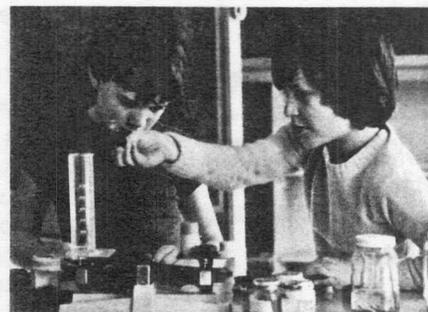


(23-1) Burnaby — 27 avril 1984  
(23-2) Toronto — 9 mai 1984  
(23-3) Calgary — 27 mars 1984

**« Nous devons également offrir davantage de stimulants »**

### 24. Technologie/R & D

« Nous nous sommes dotés d'un réseau de centres de recherche agricole dans tout le pays. Chacun a le personnel et l'équipement nécessaires pour régler les problèmes des agriculteurs sur place. Cette même stratégie doit s'appliquer dans tout le secteur industriel.



« Je ferai également en sorte que la politique et les subventions du gouvernement fédéral ne soient pas indûment orientées vers les investissements et les projets R & D de grande envergure qui ont tendance à se prêter beaucoup mieux aux normes de gestion bureaucratiques ».<sup>1</sup>



(24-1) Québec — 2 mai 1984



**«J'utiliserai les contacts que j'ai établis dans le monde entier, non seulement pour trouver de nouveaux marchés pour nos biens et nos services, mais pour que notre pays puisse contribuer à la stabilité du système économique international»**

## 25. Commerce extérieur

« Je crois que les Canadiens sont maintenant au seuil d'un défi extrêmement important qu'il nous faut à mon avis relever. La concurrence à laquelle fait face notre pays, qu'il s'agisse d'autres pays industriels ou de pays nouvellement industrialisés nous oblige absolument à devenir compétitifs si nous voulons survivre et prospérer parmi les grandes nations commerçantes du monde ».<sup>1</sup>

« Pour accroître encore notre commerce international, nous devons faire preuve de plus d'imagination et de créativité que nos concurrents en pénétrant de nouveaux marchés, finançant des exportations et commercialisant nos produits. Je reconnais également que notre proximité des États-Unis signifie que les ententes de libre échange sectorielles faciliteraient l'accès aux marchés américains ».<sup>2</sup>

« Je disais autrefois que je considérais les États-Unis comme



notre plus important et meilleur client qui achetait soixante-dix pour cent de tout ce que nous produisons. Je serais comme le propriétaire d'un magasin général devant un tel client, je l'inviterais certainement à prendre un café derrière le comptoir mais je ne le laisserais pas diriger mon magasin ».<sup>3</sup>

« J'entreprendrai de faire du Canada un chef de file dans la recherche de solutions aux problèmes économiques d'un monde plus que jamais interdépendant. ».<sup>4</sup>

(25-1) Edmonton — 28 mars 1984  
(25-2) Québec — 2 mai 1984  
(25-3) The Journal — Interview du CBC — 16 mars 1984  
(25-4) Ottawa — 16 mars 1984

**« Je crois que nous devons continuer à développer notre infrastructure de transports, savoir ce que nous pouvons faire »**

## 26. Transports

« Je crois que nous devons continuer à développer notre infrastructure de transports, savoir ce que nous pouvons faire pour transformer nos ressources de l'Ouest canadien. Il nous faut diversifier et développer l'économie de l'Ouest fondée sur ces ressources. Nous devons faire en sorte que les Canadiens de l'Ouest aient leur part des nouvelles petites entreprises post-industrielles de technologie de pointe ».<sup>1</sup>

(26-1) Saskatoon — 2 avril 1984

**« Pierre Elliott Trudeau est le Canadien le plus remarquable de notre génération »**

## 27. Trudeau

« Je l'admire à plusieurs égards: il a assuré la place du Québec dans notre confédération. Il a établi la réalité française en Ontario, dans l'administration et dans tous les organismes fédéraux de notre pays. Il a rapatrié la constitution, nous a donné une Charte des droits et libertés et lancé une initiative de paix; je suis convaincu que l'histoire saura lui rendre justice ».<sup>1</sup>

« J'estime qu'une des plus grandes réalisations de M. Trudeau fut d'implanter fermement la réalité francophone à Ottawa et au sein de l'administration fédérale et de permettre aux citoyens des deux langues de s'adresser à leur gouvernement fédéral, dans la langue de leur choix ».<sup>2</sup>

« Pierre Elliott Trudeau est le Canadien le plus remarquable de notre génération. C'est un chef d'État de stature internationale dont les Canadiens et tout le Québec peuvent être fiers. Je suis convaincu que l'histoire de notre pays donnera une place importante sinon prépondérante à Pierre Trudeau ».<sup>3</sup>

« Avec lui, la présence francophone dans la société canadienne a atteint le point de non retour. Doué d'une vision très large, il a entrepris, au cours de ces derniers mois, une croisade de paix, de paix mondiale, afin de rétablir le dialogue politique en dépit des tensions et des méfiances qui rendent plus présente la menace d'un conflit nucléaire général ».<sup>3</sup>

(27-1) Calgary — 27 mars 1984  
(27-2) The Journal — Interview du CBC — 16 mars 1984  
(27-3) Montréal — 11 avril 1984

**« Je vous fais une promesse. Je ferai tout pour que l'Ouest devienne un véritable partenaire dans la confédération »**

## 28. L'Ouest du Canada

« Le Parti libéral doit accueillir les gens de l'Ouest dans ses plus hautes instances et à tous les échelons de ses activités. Ce n'est pas seulement une question de nombres, même s'il est évident que plus il y aura de libéraux dans l'Ouest, plus notre Parti sera susceptible de devenir une force politique véritablement nationale. Ce qu'il nous faut, ce sont vos idées et votre participation à l'élaboration de la politique ».

« Les sociétés d'État fédérales et les organismes fédéraux doivent davantage tenir compte des intérêts de l'Ouest. Dans certains cas, leurs sièges sociaux pourraient être installés dans l'Ouest du Canada mais la meilleure façon d'assurer que les intérêts de l'Ouest soient reconnus serait de nommer des citoyens de cette région aux conseils d'administration et aux échelons supérieurs de la hiérarchie ».

« Il faut accélérer la décentralisation du système bancaire canadien pour que l'Ouest et la région Atlantique aient réellement et géographiquement accès au capital de développement. L'Ouest du Canada souffre d'une pénurie grave de capital-risque et d'autres capitaux d'investissement ».

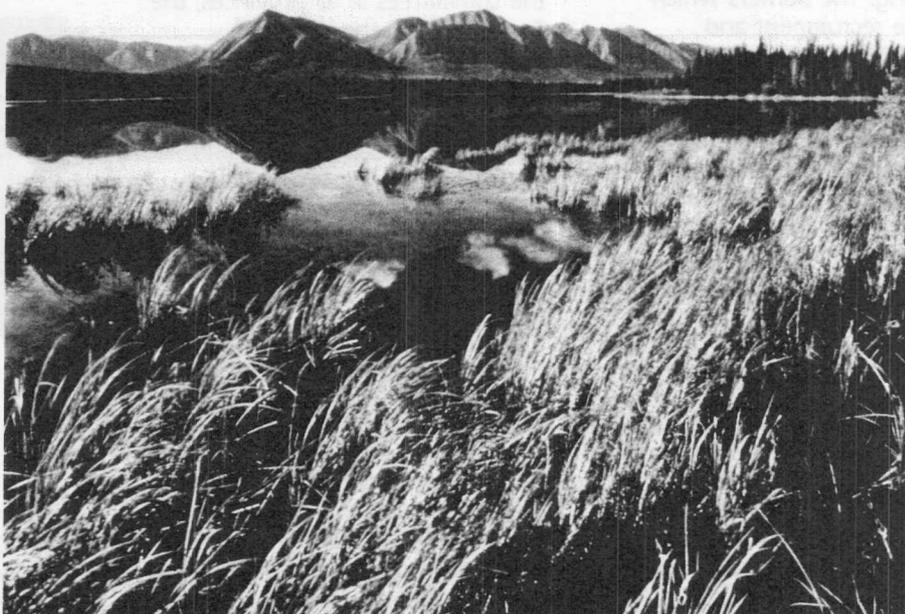
« L'Ouest est riche en ressources. Ses citoyens n'ont pas peur. Au Canada, ceux qui prennent le plus de risques sont les gens de l'Ouest — les agriculteurs et les entrepreneurs, ceux qui exploitent le pétrole et ceux qui exploitent les mines, ceux qui travaillent le bois et



ceux qui exercent des professions libérales. Laurier et Sifton ont peut-être ouvert l'Ouest mais c'est son peuple qui fait sa force et sa vigueur ».

Winnipeg — 26 avril 1984

« Je connais votre sentiment d'isolement et de frustration. Vous avez l'impression de ne pas avoir la place qui vous revient dans notre fédération. Vous vous sentez — avec raison — écartés du processus décisionnel national ».





**« Je veux faire en sorte que les femmes jouent un rôle majeur au sein de mon parti et de mon gouvernement. Aucune femme ne manquera sa chance parce qu'elle est femme »**

### 29. Questions touchant les femmes

« Je veux faire en sorte que les femmes jouent un rôle majeur au sein de mon parti et de mon gouvernement. Aucune femme ne manquera sa chance parce qu'elle est femme. Aucune femme ne sera pénalisée, économiquement ni autrement, parce qu'elle est femme. Les décisions seront guidées par des critères d'équité et de compétence et ne seront pas prises uniquement par des hommes ».<sup>1</sup>

« Je souhaite connaître votre pensée sur toutes les grandes questions et non pas seulement sur celles qui concernent les femmes. N'hésitez pas à communiquer vos idées. Vous verrez que je sais écouter ».<sup>2</sup>

« L'action positive ne veut pas dire un système avilissant de quotas. Les obstacles au recrutement et à la promotion des femmes doivent être éliminés. Dans l'administration, nous devons assurer aux femmes des possibilités d'accès et de promotion égales à celles des hommes. Cela exigera, dans bien des cas, des moyens supplémentaires de formation et de recyclage pour les femmes et de nouvelles règles d'admissibilité ».<sup>2</sup>

« La parité salariale pour fonctions équivalentes. Cela doit devenir la règle et non plus l'exception ».<sup>2</sup>



« Nous irons même encore plus loin. Nous exigerons que toutes les entreprises qui font affaire avec le gouvernement fédéral appliquent le principe de la parité salariale pour fonctions équivalentes ».<sup>3</sup>

« Le directeur national de ma campagne à l'investiture du Parti est une femme. C'est également une femme qui copréside ma campagne nationale et elle s'occupe très activement de tout : politique, stratégie et organisation. Dans toutes les provinces, dans les Territoires et au Yukon, les comités sont coprésidés par des femmes ».<sup>3</sup>

« J'insisterai pour que rien dans notre Parti n'empêche les femmes de recevoir l'investiture dans des circonscriptions prometteuses ».<sup>3</sup>

« Les femmes représentent la majorité de la population canadienne et ce pourcentage devrait se retrouver à la Chambre des communes et aux assemblées législatives provinciales ».<sup>3</sup>

« J'estime qu'en politique, les femmes doivent reconnaître qu'elles doivent briguer l'investiture du Parti, briguer les postes offerts sachant que nous reconnaissons la réalité politique et démographique. J'espère



donc que les femmes n'hésiteront pas à se porter candidates dans leurs circonscriptions ».<sup>3</sup>

(29-1) Ottawa — 17 mars 1984

(29-2) Toronto — 24 avril 1984

(29-3) Toronto — 24 avril 1984